



ANALYSE DE L'INTÉGRATION DE L'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF BÉNINOIS

[Étapes de traitement de l'article]

Date de soumission : 12-10-2025 / Date de retour d'instruction : 30-10-2025 / Date de publication : 12-12-2025

Kamel Arêo GARBA

Université d'Abomey Calavi, Bénin

gakcool@yahoo.fr

&

Rasmané ZALLE

École Normale Supérieure, Burkina Faso

&

Nathaniel FOCKSIA DOCKSOU

Université de N'Djaména, Tchad

&

Vidjannagni OUSSOU

Université d'Abomey Calavi, Bénin

Résumé : Cet article examine l'érosion de la conscience citoyenne à l'échelle mondiale, avec une focalisation particulière sur l'Afrique de l'Ouest et le Bénin, afin d'interroger la capacité des systèmes éducatifs et des institutions publiques à transmettre et incarner les valeurs morales, éthiques et républicaines soutenant la démocratie et le développement durable. Mobilisant un cadre conceptuel fondé sur les travaux de l'UNESCO (Global Citizenship Education, 2014, 2019) et des référentiels régionaux, l'étude distingue trois niveaux d'analyse : (i) les constats sociaux observables et les perceptions des acteurs éducatifs, jeunes et décideurs; (ii) les diagnostics curriculaires et l'efficacité des cadres d'enseignement; (iii) les faisabilités et les leviers propres à la réorientation des contenus civiques. Cette décomposition vise à éviter les généralisations et à clarifier les mécanismes expliquant la dissociation entre enseignement de la citoyenneté et engagement civique effectif. Méthodologiquement, l'article s'appuie sur une approche mixte, combinant données qualitatives et quantitatives, avec un échantillonnage comprenant élèves, enseignants, inspecteurs, élus locaux, organisations de la société civile, personnels administratifs et cadres ministériels (taille et répartition présentées dans des tableaux descriptifs). Les techniques utilisées regroupent revue documentaire, entretiens-guides et questionnaires, afin de dresser un état des lieux des contenus, pratiques pédagogiques et outils d'évaluation relatifs à l'éducation à la citoyenneté à tous les niveaux éducatifs béninois (maternelle, primaire, secondaire et universitaire). Les résultats révèlent une insertion inégale et, pour certains ordres, quasi absente des contenus civiques dans les curricula, notamment au niveau secondaire et supérieur, malgré une prise en compte partielle dans l'enseignement maternel et primaire. Les perceptions suggèrent une dissociation entre connaissances civiques et savoir-faire/savoir-être, aggravée par des ressources pédagogiques insuffisantes, une formation des enseignants hétérogène et l'absence d'ancrage explicite des valeurs dans les matières. Cette situation est corrélée à des niveaux préoccupants de déviance sociale et à une confiance institutionnelle fragilisée. Sur le plan théorique et pratique, la recherche plaide pour une révision profonde des programmes et une introduction explicite et évaluation systématique de l'éducation à la citoyenneté au sein des universités, des grandes écoles et des filières professionnelles. Elle recommande également une approche holistique impliquant familles, communautés et acteurs politiques afin de renforcer la culture civique et de soutenir un développement durable.

Mots-clé: Intégration, éducation, citoyenneté, système éducatif

ANALYSIS OF THE INTEGRATION OF CITIZENSHIP EDUCATION INTO THE BENINESE EDUCATIONAL SYSTEM.

Abstract : This article examines the erosion of citizenship consciousness at the global level, with a particular focus on West Africa and Benin, to interrogate the capacity of educational systems and public institutions to transmit and embody the moral, ethical, and republican values that support democracy and sustainable development. Grounded in a conceptual framework drawing on UNESCO's work on Global Citizenship Education (2014, 2019) and regional benchmarks, the study distinguishes three analytical levels: (i) observable social findings and the perceptions of educational actors, youth, and decision-makers; (ii) curricular diagnostics and the effectiveness of educational frameworks; (iii) the feasibility and levers for the reorientation of civic content. This decomposition aims to avoid overgeneralizations and to clarify the mechanisms explaining the gap between citizenship education and actual civic engagement. Methodologically, the article adopts a mixed-methods approach, combining qualitative and quantitative data, with a sampling frame that includes students, teachers, inspectors, local elected officials, civil society organizations, administrative staff, and ministry officials (distributions and sizes are presented in descriptive tables). The techniques employed encompass documentary review, guided interviews, and questionnaires to map the status of citizenship education content, teaching practices, and assessment tools across all levels of Beninese education (preschool, primary, secondary, and higher education). Results show an uneven, and in some cases virtually absent, integration of civic content in curricula, especially at the secondary and higher education levels, despite partial inclusion at the preschool and primary levels. Perceptions indicate a dissociation between civic knowledge and the know-how/know-how-to-be, exacerbated by insufficient pedagogical resources, uneven teacher training, and the lack of explicit anchoring of values in subjects. This situation correlates with troubling levels of social deviance and weakened trust in institutions. Theoretically and practically, the study advocates for a profound revision of programs and the explicit introduction and systematic evaluation of citizenship education within universities, major schools, and professional tracks. It also recommends a holistic approach involving families, communities, and political actors to strengthen civic culture and support sustainable development.

Keywords: Integration, education, citizenship, educational system.

Introduction

L'érosion de la conscience citoyenne, observée à l'échelle mondiale et particulièrement dans les contextes régionaux d'Afrique de l'Ouest, interroge la capacité des systèmes éducatifs et des institutions publiques à transmettre et à incarner les valeurs morales, éthiques et républicaines qui soutiennent la démocratie et le développement durable. Des synthèses empiriques récentes indiquent une fragilisation relative des cadres civiques chez les jeunes et une dissociation croissante entre les contenus d'éducation à la citoyenneté et les pratiques effectives d'engagement civique, avec des implications directes pour la participation démocratique, la confiance accordée aux institutions et la cohésion sociale. Ainsi, les indicateurs de capital social, les évaluations des curricula civiques et les mesures de perception de la corruption convergent vers une même problématique : la capacité des sociétés à former des citoyens actifs, critiques et responsables dans un environnement complexe marqué par



une mondialisation accélérée, des transformations économiques profondes et des tensions politiques récurrentes (UNESCO, Global Citizenship Education, 2014; UNESCO, 2019; Afrobarometer, 2021; Banque mondiale, 2018; Transparency International, 2019; UNICEF, 2020). Dans le cadre béninois, ces dynamiques s'inscrivent dans une configuration où les indicateurs de gouvernance, les niveaux de confiance et les pratiques civiques présentent des variations locales importantes, et où les questions de corruption et de déviance morale sont perçues comme des obstacles potentiels à un développement humain durable si elles ne donnent lieu à des réponses coordonnées et efficaces dans les domaines de la politique publique et de l'éducation (Transparency International, 2019; World Bank, 2018; UNICEF, 2020; Afrobarometer, 2021). Ce contexte invite à distinguer avec clarté trois niveaux d'analyse : les constats sociaux observables, les perceptions des acteurs éducatifs, des jeunes et des décideurs (interprétations, attentes et représentations de l'éducation à la citoyenneté), et les résultats de recherche (diagnostics curriculaires, évaluations de l'efficacité des cadres d'enseignement et faisabilité des renforcements proposés). Cette décomposition analytique vise à éviter les généralisations hâtives et à isoler les mécanismes qui expliquent les écarts entre l'enseignement civique et l'engagement civique effectif, notamment dans des environnements scolaires où les ressources, les cultures locales et les itinéraires professionnels des jeunes modulent fortement les trajectoires citoyennes.

La problématique centrale de cette recherche peut être résumée ainsi : dans quelle mesure l'éducation à la citoyenneté, articulée autour des valeurs inscrites dans la charte nationale pour la gouvernance du développement du Bénin, est-elle réellement intégrée dans les curricula à tous les niveaux d'enseignement maternel, primaire, secondaire et universitaire et comment les pratiques pédagogiques et les environnements institutionnels favorisent-ils ou entravent-elles l'émergence d'une citoyenneté active et responsable? Pour répondre à cette question, l'article s'appuie sur une double hypothèse: (i) une intégration curriculaire insuffisante et hétérogène des contenus relatifs à la citoyenneté et aux droits de l'homme, qui se traduit par une dissociation entre les savoirs civiques et les pratiques citoyennes observables; (ii) une conditionnalité importante des effets de l'éducation à la citoyenneté sur les résultats civiques, conditionnée par des facteurs contextuels tels que la disponibilité des ressources pédagogiques, la formation des enseignants et les référentiels d'évaluation. Le cadre conceptuel mobilise les travaux phares sur l'éducation à la citoyenneté et la citoyenneté active, plus particulièrement les approches de l'éducation pour la citoyenneté et les droits de l'homme promues par l'UNESCO, qui proposent une articulation explicite entre connaissance, compétences et valeurs, afin de préparer les apprenants à devenir des acteurs responsables dans une démocratie moderne et pluraliste (UNESCO, 2014; UNESCO, 2019). Par ailleurs, les analyses empiriques régionales et internationales sur la confiance civique, la perception de la corruption et la participation politique servent de points de référence pour interpréter les variations contextuelles au Bénin et dans les pays similaires.

Les objectifs de recherche répondent à cette problématique par une double orientation descriptive et normative. Décrire et diagnostiquer le degré d'intégration de l'éducation

à la citoyenneté dans les curricula béninois à tous les niveaux (maternelle, primaire, secondaire et universitaire), en examinant les contenus, les pratiques pédagogiques et les outils d'évaluation utilisés pour former des citoyens actifs et responsables. Analyser l'opérationnalisation des valeurs issues de la charte nationale pour la gouvernance du développement dans les pratiques d'enseignement, en identifiant les goulets d'étranglement, les leviers pédagogiques et les dynamiques institutionnelles qui facilitent ou freinent l'appropriation publique des principes démocratiques et des droits de l'homme. Examiner les conditions de faisabilité et les modalités opérationnelles d'un renforcement ou d'une réorientation des contenus de citoyenneté, en s'appuyant sur des cadres théoriques robustes et sur des indicateurs empiriques (taux d'intégration curriculaire, qualité des enseignements civiques, engagement civique mesuré chez les étudiants) afin de proposer des recommandations politiques et pédagogiques fondées sur des preuves.

1. Matériels et Méthodes

1.1. Nature de la recherche

La recherche menée est de type mixte constituée de la recherche qualitative et quantitative. La recherche qualitative permet l'approfondissement du sujet de recherche auprès de cibles ayant la capacité de fournir des informations objectivement adéquates. Et celle quantitative permet d'avoir des informations statistiques et chiffrées chez un grand nombre de cible. Les investigations ont été faites sur les cibles bien identifiées.

1.2. La population d'enquête

La population d'enquête est définie par Angers (1997) comme un « élément ayant une ou plusieurs caractéristiques en commun et qui les distinguent d'autres éléments sur lesquels porte la recherche ». De façon explicite, elle est constituée par l'ensemble des acteurs, unités ou objets qui sont potentiellement concernés par l'enquête. Dans le cadre de cette recherche, la population d'enquête est composée comme suit :

- les élèves, étudiants scolarisés,
- les enseignants,
- les inspecteurs,
- les élus locaux,
- les Organisations de la Société Civile,
- le personnel de l'administration scolaire et universitaire
- les cadres des ministères en charge de l'éducation

Leur point de vue est essentiel pour la compréhension de notre sujet de recherche.

1.3. Méthodes et techniques d'échantillonnage

Dans le cadre de cette recherche, deux modalités d'échantillonnage ont été mobilisées : probabiliste et non probabiliste. L'échantillonnage probabiliste, fondé sur le hasard, a permis de définir un groupe cible précis, à savoir les élèves et étudiants en situation de scolarité. Pour ce sous-échantillon, une technique d'échantillonnage aléatoire simple a été appliquée. La sélection des participants s'est effectuée de



man re aléatoire, après détermination de la taille de l'échantillon à partir des établissements scolaires, collèges et centres universitaires pertinents pour l'étude. Pour les autres groupes cibles, une approche non probabiliste a été privilégiée. L'échantillonnage a été réalisé selon le procédé boule de neige, c'est-à-dire une sélection raisonnée et successive des participants à partir des premiers informants identifiés. Cette méthode a été retenue en raison de l'importance des informations à obtenir auprès de ces participants et de la nature exploratoire des données requises pour ces segments de l'échantillonnage.

1.3.1. Taille de l'échantillon

La recherche a été réalisée auprès des groupes cibles ci-dessus cités. L'objectif visé est d'atteindre un degré de saturation afin de montrer la pertinence de notre sujet. La taille de l'échantillon est de huit cent trente quatre (834) sujets au total. Elle est présentée dans le tableau ci-après :

Tableau I : Présentation de la taille de l'échantillon

	Maternel	Primaire	Secondaire général, technique et professionnel	Supérieur	Sous- total
Enseignants	22	43	12	32	109
Inspecteur	1	6	7	0	14
Ministères	1	5	6	2	14
Personnel Administratif	6	8	10	12	36
APE	12	28	20	0	60
ONG	3	4	3	2	12
�l�ves	0	43	40	0	83
�tudiants	0	0	0	50	50
Total	45	137	98	98	378

Source : Données de terrain 2024

1.4. Techniques et outils de collecte de données

L'adoption d'une démarche méthodologique combinée à l'utilisation d'outils spécifiquement convenables dans l'optique de l'effectivité de cette recherche permet la collecte des données et l'aboutissement aux résultats escomptés. Ainsi, dans le cadre de cette recherche, trois techniques sont utilisées : la recherche documentaire, l'entretien est utilisé comme technique avec comme outil le guide d'entretien à la phase de la collecte de données et le questionnaire est utilisé comme une technique de collecte de donnée qui se présente sous la forme d'une série de questions posées.

2. Résultats

Il est important de rappeler que dans le contexte du Bénin, les trois ordres d'enseignement sont composés de :

- Les enseignements maternel et primaire ;
- L'enseignement secondaire, technique et professionnel
- L'enseignement supérieur

2.1. Perceptions des acteurs sur les comportements déviants au sein de la société

Le phénomène de déviances sociales est de toute évidence connu et maîtrisé par tous les acteurs interrogés, quel que soit sa catégorie et l'ordre d'enseignement auquel ils appartiennent. C'est ainsi qu'ils dénoncent avec véhémence les comportements peu orthodoxes au sein de la jeunesse. Ils déclarent unanimement que le phénomène prend de l'ampleur à cause de plusieurs facteurs dont :

- l'ambition démesurée au niveau des jeunes ;
- la démission des néo-parents qui se soucient très peu de l'éducation et de l'encadrement des enfants ;
- le progrès de la technologie avec l'utilisation de plus en plus fréquente des ordinateurs et surtout des téléphones intelligents ;
- la perte des attributs éducatifs jadis de l'école ;
- la rue est devenue le milieu le plus vulnérable par excellence aux comportements défiants de l'enfant avec pour conséquence le développement de la cybercriminalité, la recrudescence des actes violences inexplicables.

Ces actes conduisent aujourd'hui à des crimes crapuleux de toute nature, l'impolitesse et l'indiscipline caractérisées, aussi bien à la maison qu'au dehors. Les normes sociales, les valeurs républicaines, la morale et l'éthique ont complètement disparu pour donner aujourd'hui naissance à une société déséquilibrée et affaiblie sans mesure sociale.

En somme, on pourrait retenir toutes les catégories d'acteurs relevant des ordres d'enseignement, des ONG, des associations des parents d'élèves/étudiants, les populations à la base, les autorités locales, les élèves et les étudiants, etc... sont tous conscients des défis que constitue la perte des valeurs morales, éthiques et républicaines.

2.2. Niveau actuel de l'éducation à la citoyenneté dans les trois ordres d'enseignement selon les acteurs

Le niveau de connaissance des populations de l'éducation à la citoyenneté dans les différents ordres d'enseignement se présente comme ci-après :

2.2.1. Enseignement maternel

Des efforts se font à travers quelques activités dans le domaine 4 (domaine de développement des sentiments et des émotions) et dans le domaine 5, celui du développement des relations et de l'interaction sociale et socio-affective (58,56%).

Les différents acteurs interrogés déclarent que des efforts notables se font mais ils restent insuffisants.

2.2.2. Enseignement primaire

75% estiment que l'enseignement des valeurs citoyennes, morales éthiques et républicaines est pris en compte dans les programmes d'étude à travers certaines matières enseignées en Éducation Sociale (ES). Il s'agit notamment de la morale et du



civisme. Ces matières ont été à un moment abandonnées mais leur enseignement a repris depuis quelques temps, suite aux différentes dénonciations des déviances observées dans la société.

Quant aux changements qualitatifs attendus, la quasi-totalité des acteurs estime ne rien noter de positif en s'appuyant sur les multiples cas de déviances observées çà et là au sein de notre société. Ainsi, une lecture officielle des acquis présente un résultat qui est de loin et de près insuffisant. Les quotas horaires y consacrés se présentent ainsi qu'il suit :

- CI/CP : morale (30 minutes) et civisme (30 minutes) par semaine ;
- CE1/CE2 : morale (30 minutes) et civisme (30 minutes) ;
- CM1/CM2 : morale (30 minutes) et civisme (60 minutes) par semaine.

Au total, les acteurs enquêtés concluent que les efforts qui sont fournis sont insuffisants face à l'ampleur des défis pour infléchir positivement et durablement les tendances actuelles.

2.2.3. Enseignements secondaire général, technique et professionnel

15% des acteurs estiment qu'un enseignement sur les valeurs se donne dans les collèges et lycées à travers certains cours de philosophie et de français. Par contre 85% des acteurs interrogés pensent que le niveau secondaire général, technique et professionnel ne bénéficie d'aucun enseignement à l'éducation citoyenne. Aussi, déclarent-ils que même si quelques tentatives d'efforts sont notées, elles restent suffisamment insignifiantes face à l'ampleur des dégâts qu'occasionne la perte des valeurs au Bénin. Il ressort donc de ces statistiques que les apprenants des lycées et collèges au Bénin ne bénéficient pas d'un enseignement sur les valeurs morales éthiques et civiques. L'absence d'un tel enseignement pourrait expliquer les déviances observées au sein de la jeunesse dans notre société.

Certes, qu'il y a des enseignements qui sont dispensés dans les lycées et collèges mais ces derniers n'insistent pas sur les valeurs. Du coup, les apprenants n'acquièrent pas de savoir-agir et de savoir-être en termes de valeurs. Autrement, rien n'est très précis et clair pour que l'adolescent ou le jeune s'engage à bien faire et à avoir un comportement digne en société.

En somme, la quasi majorité des personnes enquêtées a affirmé que l'enseignement des valeurs n'est pas intégré convenablement dans les curricula de formation au niveau des lycées et collèges.

2.2.4. Enseignement supérieur

Il en ressort que l'enseignement des valeurs représente de 4%. 96% des acteurs n'ont pas connaissance de l'éducation à la citoyenneté dans les universités et les écoles supérieures du Bénin.

Quelques enseignements sont organisés dans certaines facultés et écoles dans les universités

Au total, pour ce qui est de l'enseignement des valeurs, quel que soit l'ordre, les réponses sont très approximatives. Les résultats d'enquête montrent que les enseignements qui se font n'insistent pas sur les valeurs. Du coup, les apprenants

n'acquièrent pas de savoir-faire et de savoir-être en termes de valeurs. Rien n'est donc très précis et très concret pour permettre aux apprenants (enfants, adolescents jeunes de s'engager à bien faire et à bien se comporter.

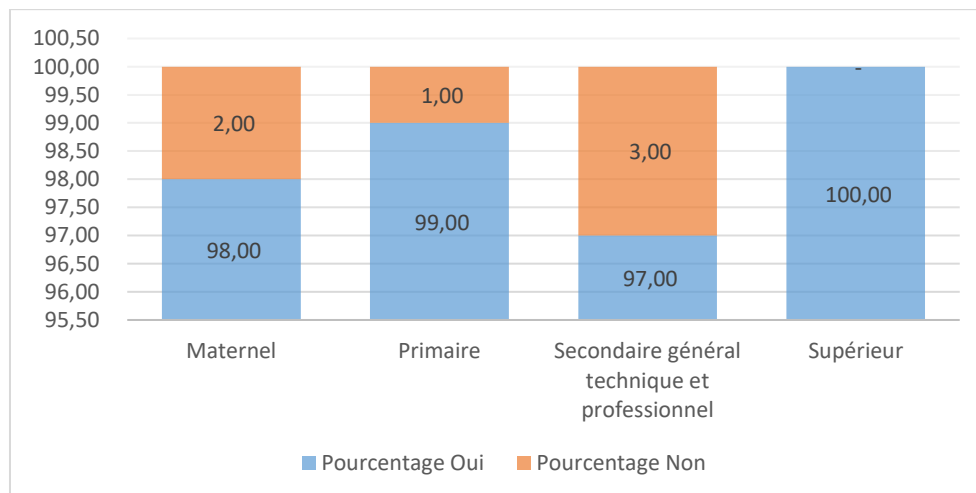
2.3. Introduction de l'éducation à la citoyenneté dans les offres de formation

En face du danger que la perte des valeurs occasionnent dans la société béninoise, les acteurs des trois ordres d'enseignements et les autres catégories des personnes enquêtées et au regard des résultats alarmants issus de l'état des lieux, il importe selon ces mêmes acteurs que l'enseignement des valeurs soit introduit de façon conséquente non seulement dans les trois ordres de l'enseignement mais au niveau de tous les groupes pédagogiques, des facultés, des grandes écoles et des établissements universitaires.

Au regard de ce que certaines personnes qualifient de catastrophe sociale avec la perte drastique des valeurs, les acteurs à tous les niveaux et de toutes les catégories proposent que le gouvernement et les institutions concernées puissent mettre en place de meilleures stratégies pour que l'enseignement des valeurs soit introduit dans les curricula de formation depuis la maternelle jusqu'à l'université en passant par le primaire, le secondaire général, technique et professionnel.

Les enquêtes de terrain auprès des populations révèlent ce désir et leurs souhaits de voir désormais au Bénin, la prise en compte ou l'introduction de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes d'études. Le tableau suivant présente les souhaits exprimés par les différents acteurs interrogés.

Graphique I: Expressions des acteurs au sujet de l'introduction de l'enseignement des valeurs



Source : Résultats d'enquêtes, juin 2024

La lecture du graphique ci-dessus révèle que la majorité de la population souhaite vivement que l'enseignement des valeurs soit introduit dans les curricula de formation des programmes scolaires et universitaires.



2.4. Niveau d'ancrage des valeurs civiques morales et républicaines dans les curricula de formation

Il s'est agi d'analyser le degré de prise en compte de l'enseignement des valeurs dans les curricula de formation au niveau des trois ordres d'enseignement à savoir :

- maternel et primaire,
- secondaire général, technique et professionnel,
- supérieur.

2.4.1. Enseignements maternel et primaire

L'éducation à la citoyenneté est un ensemble de connaissances, d'aptitudes, et d'attitudes qui permettent à l'enfant, à l'adolescent et au jeune de reconnaître des valeurs requises pour la vie commune, d'effectuer des choix et d'agir dans ce respect. En somme, elle vise à sensibiliser aux valeurs requises pour la vie commune dans la société.

Au regard de ces objectifs, l'école en tant que structure formelle d'éducation de l'enfant se doit de lui transmettre ces valeurs en vue de construire une société équilibrée et prospère.

Le niveau d'ancrage des valeurs enseignées dans cet ordre d'enseignement à travers les domaines 4 et 5 à l'enseignement maternel et l'Éducation Sociale (ES) à l'enseignement primaire avec celles fondamentales contenues dans la charte nationale pour la gouvernance du développement du Bénin est consigné dans le tableau suivant :

Tableau II: Répertoire de quelques valeurs enseignées au premier degré

Valeurs fondamentales	Valeurs enseignées
	Enseignement maternel
- Amour - Préservation de la vie - Sens élevé de responsabilité - Abnégation - Audace - Travail - Dignité - Excellence - Fraternité - Intégrité - Justice - Liberté - Paix - Solidarité - Vérité	- Fierté - Patience - Tolérance - Indulgence - Sensibilité - Coopération - Entraide - Intégration - Compassion - Justice - Confiance en soi - Maîtrise des émotions
	Enseignement primaire
	- Amour - Préservation de la vie - Sens élevé de responsabilité - Audace - Travail - Dignité

	<ul style="list-style-type: none"> - Excellence - Fraternité - Intégrité - Justice - Liberté - Paix - Solidarité - Vérité.
--	--

Source : Résultats d'enquêtes, juin 2024

L'analyse du tableau laisse entrevoir que la plupart des valeurs fondamentales se retrouvent aux programmes au niveau des deux premiers ordres d'enseignement. Cela reconforte la position des enquêtés qui ont majoritairement reconnu l'intégration de ces valeurs aux programmes d'études, tout en déplorant le mode de transmission. En effet, ces valeurs ne s'enseignent pas de façon explicite dans les salles de classe car nulle part, elles ne figurent aux programmes des différents cours, mais constituent une finalité que tous les enseignants ne perçoivent pas et ne se limitent qu'à l'acquisition des connaissances (savoir) occultant ainsi le savoir-être et le savoir-faire.

2.4.2. Enseignements secondaire général, technique et professionnel

Les valeurs représentent des idéaux que la société utilise pour encourager l'engagement des jeunes. Elles servent également de référence pour les membres d'une communauté dans la formation de leur jugement et de leur comportement. Ainsi, les valeurs influencent non seulement les actions individuelles, mais aussi celles du groupe.

Ces valeurs émergent de la socialisation. Les comportements sociaux ne dépendent pas uniquement de facteurs biologiques, tels que la génétique, mais résultent principalement de l'intériorisation de dispositions culturelles par les individus concernant l'action, les émotions et la pensée. Cette socialisation débute dès la petite enfance, où certaines valeurs sont largement transmises de manière inconsciente, puis se développe à travers les apprentissages et les expériences vécues au sein du système scolaire. Elle se compose d'aspects formels et informels, ne se limitant pas à l'acquisition de compétences académiques (histoire, français, mathématiques, économie, droit, anglais, etc.).

À la lumière de ces observations, une révision des programmes scolaires s'impose pour intégrer efficacement l'enseignement des valeurs dès le premier et le second cycle d'éducation. Cela permettra aux enseignants de mettre davantage l'accent sur les valeurs et comportements essentiels qui construiront un savoir-faire, un savoir-être et un savoir-agir. Ces éléments sont cruciaux pour former des jeunes citoyens responsables, capables d'agir de manière appropriée, d'anticiper, de créer, d'innover et de contribuer positivement à la gouvernance et au développement.

Les efforts déployés dans l'enseignement secondaire sont illustrés dans le tableau ci-dessous, qui récapitule l'enseignement de diverses matières telles que l'histoire, la philosophie, le français, l'économie, la sociologie, le droit et le management.



Tableau III: Tableau récapitulatif des matières au second degré

Matières	Éléments caractéristiques de valeurs
Histoire	Valeurs ayant caractérisé les héros : courage, intrépidité
Sociologie	Socialisation ; culture ; famille et parenté : valeurs, normes, rôle...
Français	Texte sur les valeurs
Philosophie	Portée des valeurs
Management	Caractères des entrepreneurs : honnêteté, ponctualité, franchise, endurance, désir de dépassement...
Économie	La gouvernance du développement ; Développement durable
Droit	La démocratie ; Les droits humains

Source : Résultats d'enquêtes, juin 2024

En dépit des données du tableau, en matière d'enseignement des valeurs, la situation n'est guère reluisante car ces efforts sont loin des attentes souhaitées devant l'ampleur que prend le phénomène de la déviance au sein de la société.

2.4.3. Enseignement supérieur

Les universités sont l'enfant malade en ce qui concerne l'enseignement des valeurs. À peine 6% de cette réalité existent où quelques enseignements se dispensent dans les facultés de droit, l'École Nationale d'Administration (ENA), etc.

Les universités, qu'elles soient publiques ou privées ne font pas assez en ce qui concerne l'enseignement des valeurs. Les enquêtes de terrain révèlent à suffisance que la situation n'est nullement reluisante quant à l'enseignement des valeurs dans l'enseignement supérieur au Bénin.

Des efforts sont faits à certains niveaux. C'est le cas dans certaines facultés classiques, écoles et centres de recherche. Dans les facultés de droit, on constate que les enseignements sur les valeurs portent sur l'étude des lois sur les Droits et Devoirs du Citoyen, Gouvernance et Démocratie dans la Cité, Déontologie Administrative, Etat de Droit et Démocratie, Introduction à la Bonne Gouvernance.

Dans les facultés de sciences de gestion, on enregistre des enseignements comme Orthodoxie en Sciences de Gestion, Principes de Gestion Financière et Administrative, Déontologie Comptable, Introduction à la Bonne Gouvernance

A l'École Nationale d'Administration (ENA), les enseignements sur les valeurs citoyennes se présentent comme ci-après dans le tableau.

Tableau IV: Enseignement sur les valeurs citoyennes à l'ENAM

Niveau d'études	Intitulé de l'enseignement
Licence 1	Savoir-Vivre
Licence 2	Éducation à la Citoyenneté
Licence 3	Code de la route
Master 1	État de Droit et Démocratie
Master 2	Introduction à la Bonne Gouvernance

Source : Résultats d'enquêtes, juin, 2024

Au CIFRED (Centre Inter-facultaire pour la Recherche en Environnement et le Développement Durable), l'enseignement des valeurs citoyennes et républicaines apparaît comme un enseignement transversal à toutes les filières et spécialités.

Ces efforts, quoiqu'appréciables, oscillent entre 6% et 7%. C'est pourquoi les acteurs du monde de l'éducation supérieure, pensent qu'ils ne sont pas suffisants pour induire les impacts recherchés au regard des enjeux actuels de l'éducation face aux cas de déviations constatés dans la société.

Ainsi, lorsque l'on considère, l'importance de la population des jeunes dans les universités, les efforts actuels sont loin de régler un problème de société de cette envergure qui puisse conduire à la construction d'une nation trempée dans les valeurs civiques, morales et républicaines.

Des efforts supplémentaires méritent d'être faits pour renforcer les acquis actuels et développer des actions d'envergure pour l'étendre à une plus grande échelle afin de couvrir toutes les autres entités des universités nationales publiques et privées.

De façon unanime, les acteurs du supérieur souhaitent vivement l'introduction de l'éducation à la citoyenneté dans les offres de formation là où elle n'en existe pas et renforcer davantage là où des efforts se font déjà pour en faire une priorité dans l'évaluation des apprenants. Pour ce faire, ils pensent et proposent qu'une relecture des programmes soit faite et qu'on l'insère sous forme d'Unité d'Enseignement (UE). Mieux, ils préconisent que cette UE soit évaluée au même titre que les autres UE de spécialité.

2.5. Analyse critique de la perte des valeurs au Bénin

À l'instar de nombreux pays africains, le Bénin est à la croisée des valeurs. Tous les observateurs sont unanimes sur le fait que nos valeurs ont changé et surtout pas dans le bon sens. Le changement de paradigme axiologique est caractérisé par l'afflux de nouveaux comportements contraires à la morale, à l'éthique, aux normes républicaines et à l'esprit civique. Ainsi, le Bénin est miné de part et d'autre sur le plan des valeurs essentielles à la construction nationale et l'émergence d'une République respectée, civilisée, prospère et rayonnante sur la scène régionale et internationale. En effet, en quelques décennies, la ruine morale a pris le visage de la corruption, de la haine, du mépris qui, tel un cancer, gangrène tout le corps social qui se retrouve menacé dans son existence même, du fait de la défaillance coupable des élites dirigeantes et de tous les autres acteurs de l'éducation (parents, enseignants, gouvernants et autres).

La volonté proclamée de lutter contre la perte des valeurs et leur intégration dans l'éducation au niveau des trois ordres d'enseignement ou encore la volonté affichée de restaurer l'intégrité sociale et morale des Béninois indique à suffisance le consensus autour du diagnostic et de la nécessité de trouver le moyen de barrer la route à une pratique qui a la particularité de compromettre le capital axiologique social et individuel.

La perte ou l'absence des valeurs morales, sociales et républicaines est une préoccupation constante qui oriente la réflexion autour des valeurs de la société. Leur insertion dans l'éducation, à travers le projet d'introduction de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires et universitaires », offre l'opportunité



d'une réflexion rétro-prospective critique et argumentée sur le socle des valeurs fondamentales du Bénin en relation avec la lutte contre les violences et autres formes de déviances, la cybercriminalité, en même temps qu'il offre des perspectives de lutte efficace contre ce fléau de perte des valeurs basée sur une meilleure compréhension de ses causes, ses manifestations et les perceptions par les différents acteurs sociaux.

Dans toutes les sociétés actuelles, en général et au Bénin en particulier, l'éducation civique se veut un outil privilégié pour la formation à la citoyenneté et pour la construction de l'unité du corps social dans la mesure où elle est réputée favoriser la culture d'identité ou la liberté d'appartenance, préparer l'individu à la liberté civile et politique. Elle vise par-dessus tout à développer le caractère et l'esprit de discernement des jeunes et surtout à développer leurs aptitudes à vivre dans une société complexe faite de différences, de complémentarismes et d'antagonismes, dans le respect des règles établies et dans un esprit de dialogue et de tolérance.

L'enseignement des valeurs civiques se trouverait donc, dans la visée de cohésion sociale, en tant qu'éducation préventive contre le désordre, l'anarchie ou l'incivisme. Mais, il y aurait méprise à penser que l'éducation civique implique une révérence à l'ordre ou aux pouvoirs établis. Les gouvernements ont parfois un recours quasi-magique à l'éducation civique comme s'il s'agissait d'une panacée dans l'oubli qu'aucune transformation du milieu n'est possible, si l'école n'est pas pensée dans sa relation dialectique à la société. Une éducation civique limitée aux plus jeunes, et à eux seuls est vouée à l'échec, dans la mesure où elle ignore les conditions d'environnement comme si l'école pouvait être un îlot de civisme dans une société en perte vertigineuse des valeurs civiques, de plus en plus marquée par l'incivisme au sommet comme à la base.

En effet, ce qu'il est important de retenir aujourd'hui, que les causes des déviances sociales ne sont pas seulement liées au manque d'éducation civique et morale des jeunes comme l'on puisse le penser en occultant la faillite morale et le dérèglement incivique et anti-social des citoyens adultes et, particulièrement, de l'élite dirigeante.

Les comportements indécents de la jeunesse, loin d'être interprété comme la preuve d'un manque d'éducation morale et civique, pourraient être reconnus simplement comme les dérives sociales d'une société presque dérivée en « kleptocratie », en « médiocratie », en « ventrocratie » et de plus en plus caractérisée par de nouvelles valeurs, des contre-valeurs contraires aux idéaux de la construction républicaine et démocratique de même qu'à ceux du vivre-ensemble harmonieux. C'est le cas des crimes de sang, des enseignants battus, des coups et blessures qui sont des actes récurrents au sein de la jeunesse. Un autre élément important est la démission et l'irresponsabilité notoire des géniteurs (parents et tuteurs).

C'est dans cette logique que s'exclamait déjà le pédagogue Janus Korzack en ces termes : « Tricheurs professionnels, nous jouons contre les enfants avec des cartes truquées en abattant sous les as de nos qualités les petites cartes de leurs faiblesses. Nous nous arrangeons toujours de manière à opposer ce qui est le plus précieux en nous à ce qui est le pire en eux. [] Et notre brutalité, nos crimes notoires ou cachés ? Que de discordes, de ruses, de jalousies, de médisances, de chantages ; que de mots qui blessent, d'actes qui déshonorent ; que de sordides tragédies familiales dont les

premiers martyrs sont les enfants ! Et nous avons l'audace de les accuser ?» (Cité in Meirieu, 2009, p.135).

En somme, les valeurs morales, éthiques et civiques doivent être appréhendées comme un Tout. Elles s'appellent les unes les autres, les valeurs morales constituant une totalité qui intègre inévitablement le rapport à l'autre, à la cité, et au-delà, à l'humanité et au monde.

3. Discussion

L'évaluation de l'intégration de l'éducation à la citoyenneté dans les programmes scolaires et universitaires au Bénin soulève des questions essentielles sur l'état actuel et le futur de la conscience citoyenne dans le pays. Les résultats de cette recherche indiquent une claire discontinuité dans l'enseignement des valeurs civiques, allant d'une certaine reconnaissance au niveau maternel et primaire, à une quasi-absence à partir de l'enseignement supérieur.

Les résultats rejoignent les préoccupations d'Audigier (1999), qui souligne que l'éducation à la citoyenneté doit être abordée de manière intégrée dans tous les niveaux d'enseignement pour être véritablement efficace. La dégradation rapide des valeurs enseignées, notamment dans l'enseignement secondaire et supérieur, témoigne d'un manque de cadre systémique et d'une continuité pédagogique qui devraient permettre un véritable ancrage des valeurs civiques et morales.

Le constat de la perception des acteurs interrogés, qui met en évidence un besoin pressant d'éducation à la citoyenneté, est soutenu par des travaux de Bier et Le Breton (2009) qui évoquent le rôle de l'éducation dans la construction de l'identité citoyenne et l'engagement des jeunes. Il est crucial que cette éducation ne se limite pas à des contenus théoriques, mais qu'elle soit vécue et incarnée au sein des établissements scolaires. Cela implique une méthodologie d'enseignement qui valorise le savoir-être et le savoir-agir, comme le préconise le Ministère de l'éducation nationale dans ses recommandations.

Un autre aspect significatif est le rôle des familles et de la société dans l'éducation des jeunes. Comme le notent Auduc et Costa-Lascoux (2006), la démission des parents dans l'encadrement éducatif peut exacerber les difficultés d'assimilation des valeurs citoyennes par les jeunes. Cela souligne la nécessité d'une approche globale, impliquant non seulement les écoles, mais également les familles, les communautés et les institutions politiques dans un effort concerté pour restaurer les valeurs républicaines fondamentales.

La question de l'intégration à l'enseignement supérieur est particulièrement préoccupante. Un faible pourcentage d'enseignement des valeurs civiques dans les universités, comme le montrent les résultats de cette recherche (6% selon les données collectées), appelle à une réforme sérieuse des curricula. Les propositions alignées sur la relecture des programmes, suggérées par les acteurs éducatifs, sont conformes aux idées exprimées par Perrenoud (2003) concernant l'importance de l'école en tant que creuset de la démocratie.

Finalement, il est impératif que le Bénin, en tant que nation, considère l'éducation à la citoyenneté non seulement comme une nécessité pour le développement personnel de



ses citoyens mais comme une pièce maîtresse dans la lutte contre la corruption et la dégradation des valeurs sociales. Les enseignements devraient intégrer des valeurs comme la solidarité, l'intégrité et le respect, qui sont essentielles pour bâtir une citoyenneté active et responsable. Ainsi, l'éducation à la citoyenneté devient un fondement essentiel pour promouvoir un développement durable et une société équilibrée au Bénin.

En conclusion, une action concertée et systémique impliquant tous les acteurs éducatifs est essentielle pour revitaliser l'éducation à la citoyenneté. L'objectif est de former une génération de citoyens engagés et responsables, capables d'affronter les défis sociétaux et de contribuer positivement à la vie démocratique au Bénin.

Conclusion

Cette étude met en évidence une discontinuité marquée dans l'intégration de l'éducation à la citoyenneté au sein du système éducatif béninois, avec des progrès constatés au niveau maternel et primaire mais une couverture insuffisante et peu explicite dans le secondaire et l'enseignement supérieur. Les résultats suggèrent que, si les valeurs fondamentales visibles dans les curricula existent en théorie à certains niveaux, leur transmission effective, leur intelligibilité et leur pérennité dans les pratiques pédagogiques restent problématiques. Cette situation fragilise l'objectif premier d'une citoyenneté active et responsable et peut, à terme, limiter l'impact éducatif sur la gouvernance démocratique et la lutte contre les formes de déviance sociale.

Sur le plan politique et pédagogique, les implications sont multiples. Il convient de réorienter les pratiques d'enseignement vers une intégration explicite des valeurs civiques, éthiques et républicaines dans l'ensemble des niveaux et filières, en procédant à une relecture des programmes, à la formation des enseignants et à l'évaluation systématique des résultats civiques des apprenants. Le renforcement de l'éducation à la citoyenneté devrait s'appuyer sur une approche holistique mobilisant non seulement les institutions éducatives mais aussi les familles et les communautés, afin de favoriser une culture du droit, de la responsabilité et de la participation civique. Les résultats appellent à des actions coordonnées entre les ministères de l'éducation, les établissements scolaires et les partenaires (Organisations Non Gouvernementales, Partenaires Techniques et Financiers, Organisations de la Société Civile, etc) pour garantir la durabilité des effets et prévenir les dérives observées.

Références bibliographiques

- AFROBAROMETER. (2021). Democracy, governance and civic engagement in Africa: Public opinion in Benin and regional benchmarks. Consulté le 27 décembre 2025 sur <https://www.afrobarometer.org>
- AUDIGIER, F. (1999). *L'éducation à la citoyenneté*. INRP, Paris.
- AUDUC, J.-L., & COSTA-LASCOUX, J. (2006). *La laïcité à l'école : un principe, une éthique, une pédagogie*. SCEREN, Champigny-sur-Marne.
- BANQUE MONDIALE. (2018). Indicateurs de développement humain et de capital humain en Afrique subsaharienne. Banque mondiale. Consulté le 28 décembre 2025 sur <https://www.banquemondiale.org/ext/fr/home>
- BIER, B., & LE BRETON, J. (2009). *Éducation et citoyenneté*. Edit Jeunesse, Education, Territoires, n° 16, 120p.
- KORZACK, J. (Cité dans MEIRIEU, P., 2009). Éducation et valeurs.
- MEIRIEU, P. (2009). *Apprendre : un acte politique*. Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales.
- MILLET, M., & THIN, D. (2005). *Ruptures scolaires : l'école à l'épreuve de la question sociale*. Presses universitaires de France, Paris.
- PENA-RUIZ, H. (2007). *Quelle éducation ? Pour quelle citoyenneté ?* L'École de la République au fondement d'un exercice éclairé de la citoyenneté.
- PERRENOUD, P. (2003). *L'École est-elle encore le creuset de la démocratie ?* Chronique sociale, Lyon.
- TRANSPARENCY INTERNATIONAL. (2019). Corruption perceptions index 2019. Transparency International. Consulté sur le 27 décembre 2025 sur <https://www.transparency.org/en/>
- UNESCO. (2014). Global Citizenship Education: A thematic reference for curriculum reform. Consulté le 28 décembre 2025 sur <https://unesdoc.unesco.org>
- UNESCO. (2019). Global Citizenship Education: Preparing learners for the challenges of the 21st century. Consulté le 28 décembre 2025 sur <https://unesdoc.unesco.org>
- UNICEF. (2020). The State of the World's Children 2020: In search of a better future. UNICEF. Consulté le 27 décembre 2025 sur <https://www.unicef.org>